

Passer à l'action dès maintenant, à l'échelle régionale ou locale

A tous les niveaux, et selon les domaines de compétences des communes, intercommunalités, départements et région, il est possible de contribuer au développement de cette agriculture innovante à multiples impacts positifs, avec des effets directs dans les écoles, collèges et lycées et plus généralement sur les citoyens (santé, pouvoir d'achat, emplois etc.). Voici des pistes d'action de ce qui ne se fait pas encore assez.

	Actions
Stimuler la demande de produits bio locaux	Faire preuve d'exemplarité dans la commande des institutions publiques, avec des achats durables : appliquer de façon volontaire la loi sur l'ancrage territorial de l'alimentation pour la restauration collective, sur l'exemple des communes qui ont déjà atteints ces objectifs.
Protéger le foncier agricole	Engager des Plans (type PRAD ou SRADDET) ou des Projets Alimentaires Territoriaux.
	Orienter les documents d'urbanisme (PLUi) vers davantage de projets agricoles intégrés en ville ou en périurbain, arbitrer plus souvent en faveur de l'agriculture plutôt que des projets immobiliers et préserver les espaces agricoles existants.
Orienter les financements publics vers une agriculture durable	Développer une politique de développement rural volontariste et faciliter la réorganisation de la chaîne de valeur par des mesures incitatives locales. Soutenir notamment les innovations organisationnelles.
	Soutenir les porteurs de projets innovants sur une production intensive sur petites surfaces : nouveaux outillages de précision, rotations et associations de culture inédites, bio-mimétisme, intégration des énergies renouvelables.
	Développer la mise en place de Paiements pour Services Ecosystémiques avec les parties prenantes locales, y compris les entreprises.
	Soutenir des dossiers agricoles vertueux (type conversion en bio), par exemple via les mesures du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural.
Développer les compétences en agro-écologie	Développer des zones d'expérimentation pour faire découvrir de nouvelles techniques aux citoyens, aux agriculteurs, aux entrepreneurs, aux métiers de bouche (ex : la permaculture, l'agriculture urbaine).

A ces actions possibles s'ajoutent toutes celles d'autres acteurs : les ministères, les industries agro-alimentaires, les distributeurs, les propriétaires fonciers privés, les citoyens.

POUR UNE AGRICULTURE INNOVANTE À IMPACTS POSITIFS

- Redynamiser le territoire autour d'un projet fédérateur pour tous les acteurs
- Créer de nouveaux emplois, préserver le capital naturel
- Assurer le droit au mieux manger pour tous et ses bénéfices sur la santé des citoyens

ENJEUX DE L'AGRICULTURE DURABLE

Les multiples crises actuelles montrent que nous sommes à la fin d'un cycle et que nous avons besoin de réinventer de nouveaux modèles : chômage et contraction du pouvoir d'achat, déséquilibre de développement économique entre les territoires et entre villes et campagnes, biodiversité en péril et sols épuisés, croissance des maladies chroniques.

Dans l'agriculture, perte massive des emplois et des exploitations :

- 26% d'exploitations en France et - 35 % d'exploitations en légumes (entre 2000 et 2010)
- 235 000 emplois en 15 ans
- 40% des agriculteurs partiront en retraite d'ici 2020.

Une agriculture endettée:

159 700€ : dette moyenne des exploitations en 2010. En 2014, 60 % des exploitations agricoles auraient eu un Résultat Courant Avant Impôt (RCAI) négatif sans subventions.

En matière d'environnement, l'agriculture chimique perturbe gravement (et parfois irrémédiablement) les services gratuits et irremplaçables rendus par la nature (pollinisation, épuration et rétention de l'eau, résilience aux sécheresses et inondations).

FERMES D'AVENIR : BIEN PLUS QU'UNE FERME MARAÎCHÈRE...



- Un lieu de production, à taille humaine, basé sur l'observation des écosystèmes naturels et locaux,
- Une production sous label biologique, sans usage des produits phytosanitaires chimiques,
- La régénération des écosystèmes et de la biodiversité en utilisant des pratiques agro-écologiques,
- Un ancrage local fort : vente locale privilégiée, ouverture au public, chantiers participatifs,
- Des solutions préfigurant une société décarbonée et limitant les consommations d'eau,

- Des investissements réduits en capitaux financiers, au bénéfice de la création d'emplois,
- Un rôle de pédagogie sur les régimes alimentaires durables et le plaisir d'une alimentation saine,
- Une transparence sur les chiffres et les pratiques,
- Un partage équitable de la valeur créée sur le territoire,
- Une redécouverte possible des cultures variétales locales et leurs transformations pour affirmer davantage les identités des territoires.

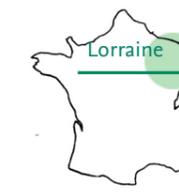
A L'ÉCHELLE NATIONALE :



3 750 fermes à court terme
environ 25 000 fermes en 2030

Soit 160 000 emplois agricoles + 100 000 emplois indirects locaux et non délocalisables

A L'ÉCHELLE D'UNE RÉGION D'ICI 2030 :



1 500 nouvelles fermes maraîchères bio diversifiées peu mécanisées
6 000 emplois agricoles + 6 000 emplois indirects locaux et non délocalisables
(calculs sur la base de la Lorraine)

Le site : <http://www.fermesdavenir.org/> avec accès au rapport complet (les sources d'information, le détail des calculs, les études scientifiques, les experts rencontrés)

Contact : Maxime de Rostolan, max@fermesdavenir.org, Pierre Pageot, pierre@fermesdavenir.org

Ce travail est soutenu par :



et réalisé par



LES BÉNÉFICES POUR UNE FERME, POUR UN TERRITOIRE ET POUR LA SANTÉ DES CITOYENS



Développement
Economique



Emplois

Aménagement
du territoire

A l'heure où l'on élabore des Projets Alimentaires Territoriaux, il redevient pertinent de regarder au-delà de la seule logique économique d'une exploitation, et en deçà de la vision par filière ou balance commerciale d'une nation. Raisonner en système agraire devient nécessaire pour prendre en compte l'ensemble des externalités des activités agricoles.

- Une contribution à la réduction du déficit commercial en légumes et une réponse à la demande croissante en bio et local.
- Des résultats économiques moins dépendants des subventions et plus stables (circuits courts, indépendance des cours mondiaux).
- Une agriculture intensive en capital humain et faible en investissement.
- Valorisation de petites parcelles, de l'ordre de 1 à 2 hectares, en milieu rural, urbains ou péri-urbains.
- Un nouveau dynamisme pour les villes en perte de vitesse, avec de nouvelles activités économiques (telles que l'agro-tourisme, la transformation de produits).

CHIFFRES CLÉS :

Pour une ferme de 2 hectares :
4 emplois agricoles + 4 emplois indirects (bâtiment, énergies renouvelables, commerces de proximité, transformation, revitalisation des bourgs etc).
50 à 100 familles nourries en quantité de légumes, soit 5 fois plus de personnes que la même surface consacrée à la viande, au lait et aux œufs.
 Un Chiffre d'Affaires ramené à l'hectare similaire à du maraîchage bio diversifié dans les premières années (de l'ordre de 25 000€), puis jusqu'à **10 fois le CA du maraîchage classique**, pour des fermes bien installées (plus de 10 ans d'expérience).
Avec 1 500 fermes d'ici 2030 (calculs sur la base de la Lorraine) :
 400 M€ de dépenses de chômage évitées
 60 M€ de création de valeur des nouvelles fermes par l'activité agricole directe.

LES AUTRES BÉNÉFICES



Performance
agronomique



Capital social
et humain



Capital naturel

Rendement d'une ferme après 10 ans :
5 fois la moyenne du maraîchage.

Les surfaces actuellement cultivées sont largement suffisantes pour nourrir et les français et la planète, pour peu que l'on s'attaque au **gaspillage alimentaire** (30% des denrées sont jetées), et que l'on fasse évoluer progressivement **le contenu de l'assiette**.

Une alimentation intégrant un peu moins de produits carnés et davantage de fruits, légumes et légumineuses permet d'agir conjointement sur les maladies chroniques et sur le réchauffement climatique.

- Un lieu de formation et une vision positive de l'agriculture susceptible de créer des vocations.
- Insertion de publics fragiles en phase d'installation et en ateliers de transformation.
- Création de lien social intergénérationnel sur le territoire, et entre agriculteurs.
- Pédagogie active avec les enfants et plus grands sur le goût, l'alimentation et le cycle de la nature.
- Préservation des paysages qui contribuent au bien-être des habitants.

Dépense évitée ramenée à la surface cultivée en légumes frais bio



En 2 ans à la Bourdaisière, le taux de matière organique a été multiplié par 4. La qualité des sols est un enjeu majeur pour garantir de bons rendements en bio (+80% sur des sols sains) et pour limiter les effets des sécheresses et inondations. La projection Fermes d'Avenir d'ici 2030 permettra, à l'échelle d'une région, de protéger 3 000 ha de Surface Agricole Utile des pollutions agricoles, soit 3 M€ de dépense évitée, au titre des dégâts sur l'environnement et des coûts de contrôle.



Santé

En matière d'inégalités de santé, les fruits et légumes bio ne peuvent être destinés uniquement à quelques citoyens privilégiés. Les inégalités sociales de santé ne cessent d'augmenter en France depuis 20 ans. **L'accès pour tous à une alimentation saine est un enjeu majeur.**

La production des futures fermes a un bénéfice significatif sur la prévention de maladies fortement liées à l'alimentation, en particulier l'obésité et ses conséquences (maladies cardio-vasculaires et diabète). Outre la qualité des produits proposés, la fonction pédagogique des fermes, à travers l'accueil à la ferme permettent aux citoyens de s'orienter vers une alimentation plus saine.

CHIFFRES CLÉS :

Le coût des pesticides sur la santé est de l'ordre de 4 M€/an pour une région (Endocrine Society, 2014).

La projection Fermes d'Avenir d'ici 2030 pour une région permettra de nourrir 700 000 habitants en légumes sains.

Si la consommation de fruits et légumes de qualité, sans pesticides, permet de réduire globalement les dépenses de santé publique de 0,1 %, **la dépense évitée pour l'Agence Régionale de Santé serait de l'ordre de 7 M€.**

DES PIONNIERS



Le Programme Local de l'Agriculture de Rennes Métropole :

Un cadre volontariste d'ici 2020 : 40% d'aliments produits de façon vertueuse, 20% de produits bio, 50% de gaspillages en moins en cantines scolaires. En coopération avec de nombreux acteurs (SAFER, CIVAM, Universités...) ce programme a permis de recenser, évaluer et structurer les circuits courts alimentaires, et d'identifier les axes d'amélioration (tels que la logistique).

Une municipalité : à **Mouans Sartoux**, la mise en place de cantines bio et d'un approvisionnement local (production créatrice d'emplois, opérée par une régie municipale agricole) a permis de passer de 20 % de bio en 2008, avec un coût matière de 1,90 € par repas, à 100 % de bio pour un coût de 1,86 € en 2013. Soit un coût équivalent.